

Tête-à-tête avec Peter Cooper

2001-07-09

M. Peter Cooper, directeur du domaine de programme Gestion de l'environnement et des ressources naturelles (GERN) est entré au CRDI en septembre 2000. Il a obtenu son Ph. D. en pédologie de l'Université de Reading et a longuement vécu et travaillé en Afrique et au Moyen-Orient, pour l'Official Development Administration de Grande-Bretagne (devenue le Department for International Development) et pour le réseau du CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale). Avant de venir au CRDI, il a été directeur de recherche et, plus récemment, chef du programme Systems Evaluation and Dissemination à l'International Centre for Research in Agroforestry, au Kenya.

Pourquoi le CRDI a-t-il la Gestion de l'environnement et des ressources naturelles comme domaine de programme?

Les ressources naturelles — sols, climat et végétation — sont des facteurs absolument fondamentaux dans les systèmes de production des pays en développement. Parmi les problèmes qui se posent souvent dans ces pays, il y a la rapide augmentation de la population. Résultat, les systèmes agricoles de régions à grand potentiel subissent aujourd'hui une pression grandissante. On a deux problèmes principaux : il se pratique une culture bien plus intensive, qui fait gravement pression sur les ressources naturelles. Deuxièmement, avec la croissance démographique des régions qui conviennent parfaitement à l'agriculture, la population est poussée vers des zones beaucoup plus marginales.

Nous assistons en outre à une forte migration des ruraux vers les villes. Les gens quittent la campagne pour des centres urbains en partie à cause de cette pression sur les ressources. Mais c'est aussi parce que bien des centres urbains offrent des perspectives d'emploi, réelles ou imaginées, qui n'existent peut-être pas en milieu rural. De sorte que nous assistons à un autre phénomène très intéressant : l'essor de l'agriculture urbaine. Selon certaines estimations, l'Afrique au sud du Sahara comptera en 2020 plus d'agriculteurs «urbains» que de vrais fermiers!

Quels sont les axes prioritaires de la recherche du CRDI dans ce domaine?

La gestion des ressources naturelles est un immense domaine. Le CRDI a déterminé six domaines précis où concentrer ses recherches : pour commencer, la Gestion communautaire des ressources naturelles — nous possédons des programmes régionaux pour l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie; et le programme Agriculture urbaine qui se penche spécialement sur la gestion des ressources naturelles par les populations urbaines.

Nous examinons également de très près les répercussions de la gestion des ressources naturelles sur la santé. Il s'agit ici du programme «écosanté», plutôt unique en son genre. On ne prend pas souvent en considération la relation entre la santé des populations et leur façon de gérer leurs ressources naturelles. Les sociétés qui habitent les écosystèmes ont un tas de raisons différentes de les gérer comme elles le font. D'ordinaire, c'est la productivité qu'elles visent : elles veulent tirer le maximum d'aliments, de cultures commerciales et de revenus pour faire vivre les familles. Ce

faisant, elles vont probablement accorder une moindre priorité aux retombées que ce mode de gestion a sur leur santé. Le défi en matière d'écosanté, c'est donc comment gérer ce compromis, si vous voulez, entre les buts et objectifs que visent les sociétés dans la gestion de leurs écosystèmes et les répercussions qu'a cette gestion sur leur santé.

Le dernier domaine est l'Utilisation durable de la biodiversité. Il existe, à l'échelle de la planète, une préoccupation très sincère et normale devant le rythme auquel le monde perd sa biodiversité. Nous avons donc décidé d'examiner spécifiquement l'usage durable de cette biodiversité, en nous concentrant spécialement sur les plantes médicinales. C'est parce que, pour bien des nations en développement, les plantes médicinales ont joué et vont garder un rôle crucial dans la santé générale des gens.

Le CRDI s'emploie de plus en plus à communiquer le fruit de ses recherches aux responsables des politiques. Quelles sont les principales possibilités que vous voyez à cette fin?

Nous devons reconnaître que les politiques s'élaborent à différents échelons. Il n'y a pas que le président et ses ministres, ou les représentants au Parlement. Vous avez les décisions aux niveaux du district, de la municipalité, de la communauté — même de la famille. Nous devons donc mûrement penser au genre d'information qui s'impose pour permettre à toute cette hiérarchie de décideurs d'arriver à la meilleure décision possible.

Je citerai l'exemple de Zambie où un chef de village a pris une décision politique qui a radicalement changé la façon dont ses gens pouvaient gérer leurs ressources naturelles. La fertilité des terres du village s'était beaucoup détériorée, et les agriculteurs comme les chercheurs avaient déterminé que les jachères arborées de légumineuses offraient un énorme potentiel pour restaurer la fertilité du sol et générer des sous-produits utiles. Les fermiers étaient très désireux d'essayer ces jachères. Mais durant la saison sèche, dans cette partie de la Zambie, on laissait le bétail en liberté pour qu'il broute le restant des récoltes et toute autre végétation. De sorte que les arbustes plantés pour créer ces jachères arborées étaient mangés par les bêtes et mouraient. Le chef du village a institué une règle : un enfant ou une autre personne devait rester avec les bovins et les chèvres pour les empêcher de s'aventurer aux endroits où les arbres étaient plantés. Il a ajouté que le propriétaire de tout animal qui brouterait les arbustes devrait payer. On a vu tout à coup se répandre l'adoption de ces arbres.

Vous avez ici le cas d'une décision prise à un niveau assez bas qui a réellement changé la vie des gens, et c'était le bon palier auquel décider.

Y a-t-il de nouveaux domaines de recherche que le CRDI pourrait poursuivre en rapport avec la GERN?

Il est deux domaines que nous tentons encore de cerner, afin de déterminer la meilleure contribution que le Centre peut apporter. Le premier, c'est le problème du VIH et du SIDA, surtout en Afrique. Le CRDI est bien placé et doit considérer l'impact que le SIDA risque d'avoir actuellement et ultérieurement sur les main-d'oeuvre rurale et urbaine.

Il ne fait aucun doute que la main-d'oeuvre est gravement touchée en Afrique. Ainsi, au Kenya, beaucoup de familles ne peuvent plus cultiver autant de terres qu'avant. Ailleurs, les fermiers qui cultivent sur des terres très en pente utilisent des systèmes traditionnels pour empêcher l'érosion du sol, qui ont besoin d'entretien. Ils sont à présent incapables d'entretenir ces systèmes, et on commence à remarquer que l'érosion devient un sérieux problème.

Si nous appuyons des activités pour chercher des modes durables de gestion des ressources naturelles, nous devons donc réfléchir aux apports de main-d'oeuvre qui vont s'imposer, aux façons dont le SIDA altère le profil des main-d'oeuvre rurale et urbaine, et aux conséquences pour la capacité physique que les gens auront maintenant et dans le futur de gérer leurs ressources.

L'autre domaine très important, où le Canada a des intérêts puissants, ce sont les interactions entre la transformation du climat — le réchauffement de la planète — et la manière dont les gens gèrent leurs ressources naturelles. Par exemple, si vous prenez une forêt pluviale primaire et vous commencez à la couper pour pratiquer l'agriculture, vous libérez dans l'atmosphère une énorme quantité de carbone emprisonné et contribuez au réchauffement planétaire. En revanche, si vous entrez dans un espace essentiellement agricole et vous vous mettez à replanter des arbres — c'est l'essence de l'agroforesterie — vous accroissez la capacité de cet espace à emmagasiner le carbone.

Ce domaine est manifestement d'une très grande importance et le CRDI doit réfléchir aux façons de l'aborder. Une manière possible de le faire est liée au fait qu'avec le réchauffement du globe, les phénomènes climatiques deviendront fort probablement plus extrêmes. C'est un défi de taille pour les communautés. Sauront-elles faire face à cette variabilité si elle devient beaucoup plus prononcée? Devons-nous envisager des moyens d'accroître leur capacité à affronter une plus grande variabilité?

Y a-t-il d'autres aspects sur lesquels vous aimeriez voir se concentrer le CRDI et votre domaine de programme?

Une question c'est l'amplification, à une plus large échelle, des effets de l'adoption de méthodes innovatrices pour gérer les ressources naturelles. Le Centre encourage l'adoption d'une démarche très participative pour la gestion de ces ressources. Résultat, dans n'importe quel projet de recherche qui peut englober quatre ou cinq villages, vous commencez à voir des agriculteurs adopter de nouvelles idées et les appliquer dans leurs communautés et leurs exploitations. C'est un résultat naturel de l'association des collectivités au processus de recherche.

La gageure, c'est comment amplifier cette adoption de 500 familles à 5000, à 50 000, à un demi-million. Le CRDI doit encourager les gens qui reçoivent notre appui, les travailleurs à la recherche, les travailleurs au développement, à oeuvrer ensemble — et faciliter leur collaboration — pour assurer un bien plus grand échange d'information entre les organisations de recherche et les organisations traditionnelles de développement, services de vulgarisation ou ONG. Je suis persuadé que, comme organisation, nous devons penser à la meilleure façon d'être le catalyseur de ce partenariat entre la recherche et le développement.